ASSEMBLÉE NATIONALE

6 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1349)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL957

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 12 BIS

I. – Rédiger ainsi l’alinéa 2 :

« 1° À l’article 296, les mots : « à la demande de l’un des époux » sont remplacés par les mots : « ou constatée » et le mot « judiciaire » est supprimé. »

II. – En conséquence, compléter l’alinéa 4 par les mots :

« déposé au rang des minutes d’un notaire ».

III. – En conséquence, rédiger ainsi l’alinéa 6 :

« 5° À la fin du premier alinéa de l’article 303, la phrase suivante est ajoutée : « Elle peut aussi être prévue par la convention de séparation de corps par consentement mutuel. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à apporter des précisions rédactionnelles à l’article 12 bis nouveau qui étend le dispositif du divorce par acte sous signature privée contresigné par avocats et déposé au rang des minutes d’un notaire à la séparation de corps.